



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE LA SAVOIE

ARRETE PREFECTORAL

portant mise en demeure

Société FAMY

Commune de VAL D'ISERE

Le Préfet de Savoie, Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU le code de l'environnement, et notamment son article L.514-1;
- VU l'arrêté préfectoral du 07 août 2003 autorisant la société FAMY à exploiter une carrière à ciel ouvert de moraines et d'éboulis calcaires sur le territoire de la commune de Val d'Isère au lieu-dit « La Daille »;
- VU l'arrêté préfectoral de suspension d'activité de la carrière dans le cas d'un danger grave du 2 juin 2009;
- VU l'avis et les propositions du Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Rhône-Alpes par rapport en date du 19 octobre 2009;

CONSIDERANT que la carrière est à l'arrêt depuis début octobre 2008, date à laquelle les conditions météorologiques ont contraint l'exploitant à suspendre ses activités pour l'hiver et qu'il n'a pas repris ses activités suite à l'arrêté de suspension d'activité du 2 juin 2009,

CONSIDERANT que le stockage de lisier réalisé sur le carreau de la carrière n'est pas une activité autorisée ni prévue par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 7 août 2003,

CONSIDERANT que les conditions techniques actuelles du stockage de lisier sur le site sont incorrectes (non conformes aux dispositions des articles 2 et 9 de l'arrêté préfectoral susvisé) et ne permettent pas de garantir la protection de l'environnement en toutes circonstances ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture

ARRETE

ARTICLE 1

La société FAMY, dont le siège social est situé 415 rue de la Poste – B.P. n°6 - 01200 CHATILLON-EN-MICHAILLE, est mise en demeure pour la carrière qu'elle exploite au lieu-dit « La Daille » sur la commune de Val d'Isère :

- de remettre en état le carreau de la carrière conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 7 août 2003 et aux engagements pris dans le dossier de demande d'autorisation du 15 janvier 2003,

dans un **délai de neuf mois** à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 2

La société FAMY est tenue d'informer l'inspection des installations classées du calendrier précis d'intervention retenu pour répondre aux exigences de l'article 1.

L'exploitant devra notamment s'assurer des mesures de sécurité nécessaires à la protection des intervenants chargés de réaliser les travaux d'évacuation des déchets et de remise en état du carreau.

La durée de l'intervention et le nombre d'intervenants devra être aussi limité que possible de sorte de réduire les risques d'exposition aux chutes de blocs.

ARTICLE 3 : Recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où lesdits actes leur ont été notifiés.

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de Grenoble.

ARTICLE 4 : Sanctions

Si les prescriptions fixées dans le présent arrêté ne sont pas respectées, indépendamment des sanctions pénales, les sanctions administratives prévues par le code de l'environnement pourront être appliquées.

Le non-respect des prescriptions du présent arrêté expose l'exploitant aux sanctions administratives et pénales prévues par les articles L 514-1 et L 514-11 du titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement.

ARTICLE 5 : Notification - Ampliation

Le présent arrêté est notifié à monsieur le président la société FAMY SAS.

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Savoie et Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Rhône-Alpes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à :

- Madame la Sous-Préfète d'Alberville,
- Monsieur le Maire de Val d'Isère.

Fait à Chambéry, le - 6 NOV. 2009

Le Préfet

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général,

Jean-Marc PICAND